

Madame Chantal BERTHELOT
Députée de la Guyane

Monsieur François BAROIN
Ministre de l'Economie, des Finances et de
l'Industrie
139, Rue de Bercy
75572 Paris Cedex 12

Kourou, le 16 novembre 2011

Monsieur le Ministre,

Le développement du secteur agricole, qui ne représente actuellement que 5% du produit intérieur brut, est une priorité pour favoriser l'essor économique de la Guyane.

La Guyane est la seule collectivité française où le nombre d'exploitations agricoles augmente de façon constante : il a crû de plus de 200% entre 1980 et le début des années 2000, selon les résultats du dernier recensement général de l'agriculture. Le moteur de cette croissance est en partie lié au dynamisme démographique de l'Ouest guyanais. En effet, au cours de la même période, la population augmentait de 44% dans cette région et le nombre d'exploitations de 46%.

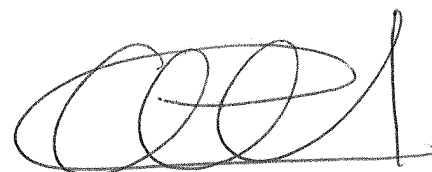
Toutefois, les difficultés pour les agriculteurs d'accéder aux capitaux bancaires constituent un frein significatif au développement du secteur agricole local. Ainsi, après le Plan Vert, nombre d'exploitations ont vu leurs dettes bancaires apurées sur décision des pouvoirs publics et les tentatives de l'IEDOM ou de l'AFD n'ont pas permis de restaurer la confiance du secteur bancaire au monde agricole.

Dans ces conditions, la défiscalisation sur les investissements productifs neufs réalisés dans le secteur agricole ultramarin, apparaît comme un outil permettant de conforter et de structurer les filières agricoles existantes, tout en garantissant la préservation des espaces naturels.

Si l'article 199 undecies B du Code général des impôts dispose que « *Les contribuables domiciliés en France [...] peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu à raison des investissements productifs neufs qu'ils réalisent dans les départements d'outre-mer [...], dans le cadre d'une entreprise exerçant une activité agricole [...].* », aucune précision n'est apportée sur les modalités de mise en œuvre de cette disposition dans le secteur productif agricole. L'interprétation peut alors être entendue au sens le plus large.

Je vous demande donc, Monsieur le Ministre, de bien vouloir clarifier le dispositif existant, afin que les investisseurs potentiels puissent déployer leur programme d'investissement en Guyane.

Comptant sur votre compréhension, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en l'expression de ma haute considération.



Chantal BERTHELOT